

KLEPIERRE

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 423 729 733 euros

Siège social : 26 boulevard des Capucines - 75009 PARIS
780 152 914 RCS PARIS
(la « Société »)

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE **DU 30 AVRIL 2020**

Le 20 mars 2020, les actionnaires de la Société ont été informés, par la publication d'un avis de réunion dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n°35 de la prochaine tenue de l'Assemblée Générale Mixte de la Société le 30 avril 2020, à 15 heures, au Pavillon Cambon Capucines, 46 rue Cambon – 75001 Paris.

Ce lieu étant affecté par une mesure administrative limitant ou interdisant les rassemblements collectifs pour des motifs sanitaires, le Directoire de Klépierre a convoqué l'Assemblée Générale Mixte de la Société au siège social de la Société, pour une réunion à huis clos, hors la présence physique des actionnaires et des autres personnes ayant le droit d'y assister, conformément à l'article 4 de l'ordonnance n°2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et délibération des assemblées et organes dirigeants et des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de la pandémie de Covid-19.

A cet effet, un avis de convocation a été publié dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n°43 le 8 avril 2020 ainsi que dans le journal d'annonces légales « Journal Spécial des Sociétés » le 11 avril 2020. Une brochure comprenant l'avis de convocation a été adressée aux actionnaires dont les titres sont nominatifs le 10 avril 2020. Les Commissaires aux Comptes ont été convoqués le 9 avril 2020.

Dans ce cadre, l'an deux mille vingt, le jeudi trente avril, à quinze heures, l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la société Klépierre s'est donc réunie au siège social de Klépierre, 26 boulevard des Capucines – 75009 Paris, sur convocation faite par le Directoire.

Il a été procédé à la composition du Bureau comme suit :

- Conformément à la décision du Conseil de Surveillance du 28 avril 2020, l'Assemblée est présidée par Monsieur Jean-Marc Jestin, Président du Directoire ;
- Monsieur Jean-Michel Gault et Monsieur Julien Goubault, actionnaires présents et acceptant, sont désignés Scrutateurs ;
- Madame Camille Mathieu est nommée Secrétaire de séance.

Il a été établi une feuille de présence, certifiée exacte par les membres du Bureau, qui permet de constater que :

- **Pour l'Assemblée Générale Ordinaire** : 1 511 actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 210 047 258 actions sur les 285 213 882 actions ayant le droit de vote. Ces 210 047 258 actions représentent un total de 210 047 258 voix présentes, représentées ou ayant voté par correspondance, sur un total de 285 213 882 voix, soit 73,645 % ;
- **Pour l'Assemblée Générale Extraordinaire** : 1 512 actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 210 058 041 actions sur les 285 213 882 actions ayant le droit de vote. Ces 210 058 041 actions représentent un total de 210 058 041 voix présentes, représentées ou ayant voté par correspondance, sur un total de 285 213 882 voix, soit 73,649 %.

Le Bureau constate en conséquence que le quorum est atteint tant pour l'Assemblée Générale Ordinaire que pour l'Assemblée Générale Extraordinaire.

En conséquence l'Assemblée peut valablement délibérer.

Le Président rappelle que tous les documents devant être mis à la disposition des actionnaires l'ont été, dans les délais légaux et réglementaires, et notamment :

1. Un exemplaire du Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 20 mars 2020 contenant l'avis de réunion, un exemplaire du Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 8 avril 2020 et un exemplaire du journal d'annonces légales « Journal Spécial des Sociétés » du 11 avril 2020 contenant l'avis de convocation,
2. L'avis de convocation adressé aux propriétaires d'actions nominatives,
3. Une copie des lettres adressées aux Commissaires aux Comptes et les avis de réception,
4. Les comptes annuels et consolidés de l'exercice 2019,
5. Le rapport du Directoire sur les résolutions de l'Assemblée Générale,
6. Le rapport du Conseil de Surveillance à l'Assemblée Générale, contenant notamment ses observations sur les comptes de l'exercice arrêtés par le Directoire et sur le rapport de gestion,
7. Le rapport du Conseil de Surveillance à l'Assemblée Générale sur le gouvernement d'entreprise,
8. Le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
9. Le rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
10. Le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés,
11. Le rapport des Commissaires aux Comptes sur la réduction de capital par annulation d'actions proposée à l'Assemblée,
12. Le rapport des Commissaires aux Comptes sur la distribution d'acomptes sur dividendes,
13. Le rapport de l'organisme tiers indépendant sur la déclaration consolidée de performance extra-financière,
14. Le texte des résolutions proposées au vote de l'Assemblée Générale,
15. Le descriptif du programme de rachat d'actions propres 2020,

16. Un exemplaire des statuts de la Société.

Le Président expose que le Directoire n'a été saisi d'aucune demande d'inscription à l'ordre du jour de points ou de nouveaux projets de résolutions émanant des actionnaires.

Le Secrétaire de séance rappelle que l'Assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et distribution de 2,20 euros par action par distribution du bénéfice distribuable, de la prime de fusion et de la prime d'apport ;
4. Approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les opérations et conventions visées par l'article L. 225-86 du Code de commerce ;
5. Approbation des engagements visés à l'article L.225-90-1 du Code de commerce relatifs à Monsieur Jean-Marc Jestin, Président du Directoire ;
6. Approbation des engagements visés à l'article L.225-90-1 du Code de commerce relatifs à Monsieur Jean-Michel Gault, Directeur Général Délégué, membre du Directoire ;
7. Renouvellement du mandat de membre du Conseil de Surveillance de Madame Catherine Simoni ;
8. Renouvellement du mandat de membre du Conseil de Surveillance de Madame Florence Von Erb ;
9. Renouvellement du mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Stanley Shashoua ;
10. Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil de Surveillance et des membres du Conseil de Surveillance ;
11. Approbation de la politique de rémunération du Président du Directoire ;
12. Approbation de la politique de rémunération des membres du Directoire ;
13. Approbation des informations relatives à la rémunération du Président du Conseil de Surveillance, des membres du Conseil de Surveillance, du Président du Directoire et des membres du Directoire mentionnées au I de l'article L.225-37-3 du Code de commerce ;
14. Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ou attribués au titre du même exercice au Président du Conseil de Surveillance ;
15. Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ou attribués au titre du même exercice au Président du Directoire ;
16. Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ou attribués au titre du même exercice au Directeur Général Délégué, membre du Directoire ;
17. Délégation de compétence à donner au Directoire pour une durée de 18 mois à l'effet d'opérer sur les actions de la Société ;

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

18. Délégation de compétence à donner au Directoire pour une durée de 26 mois à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues ;
19. Harmonisation de l'article 7 des statuts de la Société avec les dispositions de la loi n °2019-486 du 22

mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (« loi Pacte ») relatives à la procédure d'identification des actionnaires (TPI) ;

20. Modification des statuts de la Société en vue de l'insertion d'un nouvel article 15, visant à autoriser le Conseil de Surveillance à adopter certaines décisions par consultation écrite conformément à l'article L. 225-82 du Code de Commerce ;
21. Mise en conformité de l'article 17 des statuts de la Société avec les dispositions de la loi Pacte concernant la rémunération des membres du Conseil de Surveillance ;
22. Pouvoirs pour formalités.

L'Assemblée prend connaissance des rapports du Directoire, des rapports du Conseil de Surveillance et des rapports des Commissaires aux Comptes.

Le Président rappelle que les réponses aux questions écrites des actionnaires ont été publiées sur le site internet de Klépierre, dans la rubrique dédiée à l'Assemblée Générale 2020.

Il est ensuite présenté, pour chacune des résolutions, le résultat des votes des actionnaires, comme suit (le détail des votes étant présenté en **Annexe 1**) :

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

PREMIÈRE RÉSOLUTION (*Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux Comptes, approuve tels qu'ils ont été présentés les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, se soldant par un bénéfice de 317 738 693,89 euros.

Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Elle constate que les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ne font pas état de dépenses et charges non déductibles pour l'établissement de l'impôt, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts et qu'aucune réintégration visée à l'article 39-5 dudit Code n'est intervenue au titre de l'exercice.

Cette résolution est adoptée.

DEUXIÈME RÉSOLUTION (*Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux Comptes, approuve tels qu'ils ont été présentés les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019 comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, se soldant par un bénéfice de 371 933 282,34 euros.

Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Cette résolution est adoptée.

TROISIÈME RÉSOLUTION (*Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et distribution de 2,20 euros par action par distribution du bénéfice distribuable, de la prime de fusion et de la prime d'apport*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice, s'élevant à 317 738 693,89 euros :

Bénéfice de l'exercice	317 738 693,89 euros
Auquel s'ajoute le report à nouveau	26 132 261,40 euros
Formant un bénéfice distribuable de	343 870 955,29 euros

Auquel s'ajoute un prélèvement

sur le poste Prime d'apport	137 404 338,22 euros
sur le poste Prime de fusion	184 631 327,90 euros

Soit un total à distribuer de

À titre de dividende au titre des activités exonérées	229 782 580,92 euros
À titre de dividende au titre des activités soumises à l'IS	179 389 009,11 euros
À titre de remboursement d'apport	256 689 418,97 euros

(correspondant à une distribution d'un dividende total de 2,20 euros par action sur la base de 302 664 095 actions au 31 décembre 2019)	665 861 009,00 euros
---	----------------------

Sur lequel s'impute l'acompte sur dividende payé le 11 mars 2020 (correspondant à une distribution d'un dividende de 1,10 euro par action)	332 930 504,50 euros
--	----------------------

Soit un solde de dividende à distribuer de	332 930 504,50 euros
---	-----------------------------

Solde en compte Report à nouveau**45 612,41 euros**

Solde en compte Prime d'apport

121 913 777,07 euros

Solde en compte Prime de fusion

0,00 euro

En cas d'option expresse, irrévocable et globale pour le barème progressif à raison de l'ensemble des revenus entrant dans le champ du prélèvement forfaitaire unique (« PFU ») :

- le montant de 0,7592 euro par action, correspondant au dividende prélevé sur les résultats de l'activité exonérée, ne sera pas éligible à l'abattement de 40% par application du 3^b bis du 3 de l'article 158 du Code général des impôts ;
- le montant de 0,5927 euro par action, correspondant au dividende prélevé sur les résultats de l'activité taxable sera éligible à cet abattement par application du 2^o du 3 de l'article 158 du Code général des impôts ;

Le solde, soit 0,8481 euro par action, prélevé sur les postes « Prime d'apport » et « Prime de fusion » est considéré comme un remboursement d'apport au sens des dispositions de l'article 112-1^o du Code général des impôts.

Le montant total de la distribution visée ci-dessus est calculé sur le nombre total d'actions au 31 décembre 2019 soit 302 664 095 actions. Conformément aux dispositions de l'article L.225-210 du Code de commerce, l'Assemblée Générale décide que le montant correspondant aux actions auto-détenues à la date de mise en paiement de la distribution et (i) prélevée sur le bénéfice distribuable sera affecté au compte « Report à nouveau » et (ii) afférente au remboursement d'apport sera réaffecté au compte « Prime d'émission, de fusion, d'apport ». Les sommes distribuables correspondant aux actions auto-détenues viendront réduire les distributions prélevées sur (i) les résultats de l'activité exonérée et taxable et (ii) le remboursement d'apport dans les mêmes proportions que celles indiquées ci-dessus (distribution par action).

Compte tenu du versement d'un acompte sur dividende le 11 mars 2020, au titre de l'exercice 2019, pour un montant de 1,10 euro par action ouvrant droit au dividende conformément à la décision du Directoire du 19 février 2020, l'Assemblée Générale décide que le versement du solde du dividende correspondant à un montant de 1,10 euro sera détaché de l'action le 7 juillet 2020 et mis en paiement en numéraire le 9 juillet 2020.

Il est rappelé conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts que les dividendes au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Dividende total versé aux actionnaires	Dividende net par action	Montant éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3-2^o CGI	Montant non éligible à l'abattement prévu à l'article 158-3-2^o CGI
2016	572 128 034,66	1,82	122 598 864,57	449 529 170,09
2017	616 137 883,48	1,96	402 375 760,64	213 762 122,84
2018	642 619 152,00	2,10	295 456 799,83	347 162 352,17

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Directoire à l'effet de déterminer, notamment en considération du nombre d'actions détenues par la Société à la date de mise en paiement du dividende et, le cas échéant, du nombre d'actions annulées avant cette date, le montant global du dividende et, en conséquence, le montant du solde du bénéfice distribuable qui sera affecté au compte « Report à nouveau » et le montant du solde de la prime d'apport et de la prime de fusion.

Cette résolution est adoptée.

QUATRIÈME RÉOLUTION (*Approbation des opérations et conventions visées par l'article L. 225-86 du Code de commerce*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées par l'article L. 225-86 du Code de commerce et relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2019, approuve ce rapport dans toutes ses dispositions.

Cette résolution est adoptée.

CINQUIÈME RÉOLUTION (*Approbation des engagements visés à l'article L.225-90-1 du Code de commerce relatifs à Monsieur Jean-Marc Jestin, Président du Directoire*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate qu'il lui a été présenté, sur les engagements visés à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce pris en faveur de Monsieur Jean-Marc Jestin, Président du Directoire, le rapport spécial des Commissaires aux Comptes prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Elle approuve ces engagements et le rapport qui leur est consacré en application des articles L.225-86 et L. 225-90-1 du Code de commerce.

Conformément à l'article L.225-88 du Code de commerce, les 85 096 actions détenues par Monsieur Jean-Marc Jestin, représentant un total de 85 096 voix, n'ont pas été prises en compte pour le calcul de la majorité. Cet actionnaire n'a donc pas pris part au vote de la cinquième résolution.

Cette résolution est adoptée.

SIXIÈME RÉOLUTION (*Approbation des engagements visés à l'article L.225-90-1 du Code de commerce relatifs à Monsieur Jean-Michel Gault, Directeur Général Délégué, membre du Directoire*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, constate qu'il lui a été présenté, sur les engagements visés à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce pris en faveur de Monsieur Jean-Michel Gault, membre du Directoire, le rapport spécial des Commissaires aux Comptes prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Elle approuve ces engagements et le rapport qui leur est consacré en application des articles L.225-86 et L. 225-90-1 du Code de commerce.

Conformément à l'article L.225-88 du Code de commerce, les 71 705 actions détenues par la Monsieur Jean-Michel Gault, représentant un total de 71 705 voix, n'ont pas été prises en compte pour le calcul de la majorité. Cet actionnaire n'a donc pas pris part au vote de la sixième résolution.

Cette résolution est adoptée.

SEPTIÈME RÉOLUTION (*Renouvellement du mandat de membre du Conseil de Surveillance de Madame Catherine Simoni*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Madame Catherine Simoni vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire appelée à statuer en 2023 sur les comptes de l'exercice 2022.

Madame Catherine Simoni a fait savoir qu'elle acceptait le renouvellement de son mandat et qu'elle n'exerçait aucune fonction et n'était frappée d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Cette résolution est adoptée.

HUITIÈME RÉOLUTION (*Renouvellement du mandat de membre du Conseil de Surveillance de Madame Florence Von Erb*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Madame Florence Von Erb vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire appelée à statuer en 2023 sur les comptes de l'exercice 2022.

Madame Florence Von Erb a fait savoir qu'elle acceptait le renouvellement de son mandat et qu'elle n'exerçait aucune fonction et n'était frappée d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Cette résolution est adoptée.

NEUVIÈME RÉOLUTION (*Renouvellement du mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Stanley Shashoua*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, constatant que le mandat de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Stanley Shashoua vient à expiration ce jour, le renouvelle pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire appelée à statuer en 2023 sur les comptes de l'exercice 2022.

Monsieur Stanley Shashoua a fait savoir qu'il acceptait le renouvellement de son mandat et qu'il n'exercerait aucune fonction et n'était frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

Cette résolution est adoptée.

DIXIÈME RÉOLUTION (*Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil de Surveillance et des membres du Conseil de Surveillance*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, en application de l'article L. 225-82-2 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération du Président du Conseil de Surveillance et des membres du Conseil de Surveillance telle que présentée dans le Document d'Enregistrement Universel 2019 de la Société, aux chapitres 5.2.1.1, 5.2.1.2 et 5.2.1.3 section 1 intitulée « *Eléments composant la rémunération des membres du Conseil de Surveillance* ».

Cette résolution est adoptée.

ONZIÈME RÉOLUTION (*Approbation de la politique de rémunération du Président du Directoire*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, en application de l'article L. 225-82-2 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération du Président du Directoire telle que présentée dans le Document d'Enregistrement Universel 2019 de la Société, aux chapitres 5.2.1.1, 5.2.1.2 et 5.2.1.3.2 section intitulée « *Eléments composant la rémunération du Président du Directoire* ».

Cette résolution est adoptée.

DOUZIÈME RÉOLUTION (*Approbation de la politique de rémunération des membres du Directoire*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, en application de l'article L. 225-82-2 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération des membres du Directoire telle que présentée dans le Document d'Enregistrement Universel 2019 de la Société, aux chapitres 5.2.1.1, 5.2.1.2 et 5.2.1.3.2 section intitulée « *Eléments composant la rémunération des membres du Directoire* ».

Cette résolution est adoptée.

TREIZIÈME RÉOLUTION (*Approbation des informations relatives à la rémunération du Président du Conseil de Surveillance, des membres du Conseil de Surveillance, du Président du Directoire et des membres du Directoire mentionnées au I de l'article L.225-37-3 du Code de commerce*)

En application de l'article L.225-100 II du Code de commerce, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise

du rapport du Directoire, approuve les informations mentionnées au I de l'article L.225-37-3 du Code de commerce, telles que présentées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise de la société visé à l'article L.225-68 du même code et qui figurent dans le Document d'Enregistrement Universel 2019 de la Société, au chapitre 5.2.2 intitulé « *Rémunération du Président et des membres du Conseil de Surveillance ainsi que du Président et des membres du Directoire (exercice 2019)* ».

Cette résolution est adoptée.

QUATORZIÈME RÉSOLUTION (*Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ou attribués au titre du même exercice au Président du Conseil de Surveillance*)

En application de l'article L.225-100 III du Code de commerce, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ou attribués au titre du même exercice au Président du Conseil de Surveillance tels que présentés dans le Document d'Enregistrement Universel 2019 de la Société, au chapitre 5.2.2.1 intitulé « *Rémunération du Président du Conseil de Surveillance et des membres du Conseil de Surveillance* ».

Cette résolution est adoptée.

QUINZIÈME RÉSOLUTION (*Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ou attribués au titre du même exercice au Président du Directoire*)

En application de l'article L.225-100 III du code de commerce, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ou attribués au titre du même exercice au Président du Directoire, tels que présentés dans le Document d'Enregistrement Universel 2019 de la Société, au chapitre 5.2.2.2 intitulé « *Président du Directoire* ».

Cette résolution est adoptée.

SEIZIÈME RÉSOLUTION (*Approbation des éléments de rémunération versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ou attribués au titre du même exercice au Directeur Général Délégué, membre du Directoire*)

En application de l'article L.225-100 III du code de commerce, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice antérieur ou attribués au titre du même exercice au Directeur Général Délégué, membre du Directoire tels que présentés dans le Document

d'Enregistrement Universel 2019 de la Société, au chapitre 5.2.2.3 intitulé « *Directeur Général Délégué, membre du Directoire* ».

Cette résolution est adoptée.

DIX-SEPTIÈME RÉOLUTION (*Délégation de compétence à donner au Directoire pour une durée de 18 mois à l'effet d'opérer sur les actions de la Société*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, autorise le Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce ainsi qu'au règlement européen n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014, à acheter ou faire acheter des actions de la Société, notamment en vue :

- de l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action Klépierre par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ou à la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers ; ou
- de conserver les actions achetées et de les remettre ultérieurement (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ; ou
- de l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ou de tout plan similaire ; ou
- de l'attribution ou de la cession d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou de la mise en œuvre de tout plan d'épargne salariale dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail, par cession des actions préalablement acquises par la Société dans le cadre de la présente résolution ou prévoyant une attribution gratuite de ces actions au titre d'un abondement en titres de la Société et/ou en substitution de la décote ; ou
- de la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ou de tout plan similaire ; ou
- de manière générale, d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés ou mandataires sociaux de l'émetteur ou d'une entreprise associée ; ou
- de la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; ou
- de l'annulation de tout ou partie des titres ainsi rachetés.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, la réalisation de toute opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Société informera ses actionnaires par voie de communiqué.

Les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- à la date de chaque rachat, le nombre total d'actions achetées par la Société depuis le début du programme de rachat (y compris celles faisant l'objet dudit rachat) n'excède pas 10 % des actions composant le capital de la Société, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée Générale, soit, à titre indicatif, au 31 décembre 2019, un plafond de rachat de 30 266 409 actions, étant précisé (i) que le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5 % du capital social et (ii) que lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ;
- le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % des actions composant le capital de la Société à la date considérée.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés en une ou plusieurs fois, à tout moment dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et celles prévues par la présente résolution (sauf en période d'offre publique visant les actions de la Société) et par tous moyens, sur les marchés réglementés, des systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs de titres (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), par offre publique d'achat ou d'échange, ou par utilisation d'options ou autres instruments financiers à terme ou par remise d'actions consécutive à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement.

Le prix maximum d'achat des actions dans le cadre de la présente résolution sera de 42 euros par action (ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie), hors frais d'acquisition, ce prix maximum n'étant applicable qu'aux acquisitions décidées à compter de la date de la présente Assemblée Générale et non aux opérations à terme conclues en vertu d'une autorisation donnée par une précédente Assemblée Générale et prévoyant des acquisitions d'actions postérieures à la date de la présente Assemblée. En cas d'opération sur le capital, notamment de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions, ou d'opération sur les capitaux propres, le montant sus-indiqué sera ajusté pour tenir compte de l'incidence de la valeur de ces opérations sur la valeur de l'action.

À titre indicatif, sur la base du nombre d'actions composant le capital de la Société au 31 décembre 2019, le montant global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé ne pourra être supérieur à 1 271 189 178 euros.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation à l'effet de procéder à la mise en œuvre de la présente autorisation, de procéder à ces opérations, d'en arrêter les conditions et les modalités, de conclure tous accords et d'effectuer toutes formalités.

Cette autorisation prive d'effet, à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, la délégation faisant l'objet de la douzième résolution de l'Assemblée Générale de la Société en date du 16 avril 2019. Elle est donnée pour une période de dix-huit mois à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée.

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

DIX-HUITIÈME RÉOLUTION (*Délégation de compétence à donner au Directoire pour une durée de 26 mois à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Directoire à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il décidera, par annulation de toute quantité d'actions auto-détenues qu'il décidera dans les limites autorisées par la loi, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et L. 225-213 du même Code.

A la date de chaque annulation, le nombre maximum d'actions annulées par la Société pendant la période de vingt-quatre mois précédant ladite annulation, y compris les actions faisant l'objet de ladite annulation, ne pourra excéder dix pour cent (10 %) des actions composant le capital de la Société à cette date, soit, à titre indicatif, au 31 décembre 2019, un plafond de 30 266 409 actions, étant rappelé que cette limite s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour imputer la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur valeur nominale sur tous comptes de réserves ou primes, pour arrêter les modalités des annulations d'actions, réaliser la ou les opérations d'annulation et de réduction de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation, modifier en conséquence les statuts, effectuer toutes les déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et accomplir toutes formalités.

Cette autorisation prive d'effet à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, la délégation faisant l'objet de la treizième résolution de l'Assemblée Générale de la Société en date du 16 avril 2019. Elle est donnée pour une période de vingt-six mois à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée.

DIX-NEUVIÈME RÉOLUTION (*Harmonisation de l'article 7 des statuts de la Société avec les dispositions de la loi Pacte relatives à la procédure d'identification des actionnaires (TPI)*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire et afin d'harmoniser les statuts de la

Société avec la loi Pacte, décide de supprimer le quatrième paragraphe de l'article 7 des statuts, lequel est actuellement rédigé comme suit « *La société est en droit de demander, à tout moment, dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires, l'identité des détenteurs d'actions, de bons ou autres titres, conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires, ainsi que plus généralement, toutes informations permettant l'identification des actionnaires ou intermédiaires telles que prévues notamment aux articles L. 228-1 à L. 228-3-1 du Code de commerce.*»

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée.

VINGTIÈME RÉSOLUTION (*Modification des statuts de la Société en vue de l'insertion d'un nouvel article 15, visant à autoriser le Conseil de Surveillance à adopter certaines décisions par consultation écrite conformément à l'article L. 225-82 du Code de Commerce*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, décide d'intégrer un nouvel article 15 des statuts de la Société intitulé « *Consultation écrite* », conformément à l'article L.225-82 du Code de commerce tel que modifié par la loi de simplification, de clarification et d'actualisation du droit des sociétés du 19 juillet 2019, lequel est rédigé ainsi qu'il suit :

« Pourront être prises par consultation écrite des membres du conseil de surveillance les décisions relevant des attributions propres du conseil de surveillance pour lesquelles cette faculté est ouverte par l'article L.225-82 du Code de commerce. En cas de consultation écrite, l'auteur de la consultation communique par tout moyen à tous les membres du Conseil de Surveillance l'ordre du jour de la consultation et le texte des projets des délibérations proposées.

Les membres du Conseil de Surveillance disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la communication de l'ordre du jour pour émettre leur vote, lequel peut être émis par tout moyen écrit, et pour communiquer leur vote au président du Conseil de Surveillance. Une absence de réponse dans le délai précité équivaut à un vote négatif.

Le Conseil de Surveillance ne délibère valablement par consultation écrite que si au moins la moitié des membres du Conseil de Surveillance ont exprimé leur vote à cette occasion.

Les décisions du Conseil de Surveillance sont prises à la majorité des membres votants. »

La numérotation des anciens articles 15 à 33 est décalée en conséquence d'un numéro, soit désormais les articles 16 à 34. Les références croisées au sein des statuts de la Société seront également mises à jour.

Cette résolution est adoptée.

VINGT-ET-UNIÈME RÉOLUTION (*Mise en conformité de l'article 17 des statuts de la Société avec les dispositions de la loi Pacte concernant la rémunération des membres du Conseil de Surveillance*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Directoire, décide de modifier l'article 17 des statuts de la Société, lequel sera numéroté 18 sous réserve d'adoption de la vingtième résolution, afin de supprimer la référence aux « jetons de présence » conformément à la loi Pacte.

Ainsi, le premier paragraphe de l'article 17, lequel sera numéroté 18 sous réserve d'adoption de la vingtième résolution, sera modifié ainsi qu'il suit :

Ancienne rédaction	Nouvelle rédaction
<i>Les membres du Conseil de surveillance peuvent recevoir, à titre de jetons de présence, une rémunération dont le montant, fixé par l'assemblée générale ordinaire, reste maintenu jusqu'à décision nouvelle.</i>	<i>Les membres du Conseil de surveillance peuvent recevoir une rémunération annuelle dont le montant, fixé par l'assemblée générale ordinaire, reste maintenu jusqu'à décision nouvelle.</i>

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée.

VINGT-DEUXIÈME RÉOLUTION (*Pouvoirs pour formalités*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de ses délibérations pour effectuer tous dépôts et formalités requis par la loi.

Cette résolution est adoptée.

Annexe 1

Résultat des votes des résolutions soumises à l'Assemblée Générale des actionnaires de la Société du 30 avril 2020

Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

	Voix pour		Voix contre		Abstention	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1 ^{ère} résolution	209 146 019	99,99	10 630	0,01	890 609	-
2 ^{ème} résolution	209 938 867	99,99	10 968	0,01	97 423	-
3 ^{ème} résolution	207 254 673	98,68	2 775 170	1,32	17 415	-
4 ^{ème} résolution	209 165 001	99,59	860 537	0,41	21 720	-
5 ^{ème} résolution	204 411 407	97,37	5 521 172	2,63	29 583	-
6 ^{ème} résolution	204 387 767	97,38	5 492 084	2,62	23 788	-
7 ^{ème} résolution	205 948 671	98,06	4 072 313	1,94	26 274	-
8 ^{ème} résolution	209 721 477	99,86	298 657	0,14	27 124	-
9 ^{ème} résolution	194 525 932	92,66	15 413 142	7,34	108 184	-
10 ^{ème} résolution	209 906 231	99,95	109 620	0,05	31 407	-
11 ^{ème} résolution	201 389 394	96,03	8 315 770	3,97	342 194	-
12 ^{ème} résolution	201 389 258	96,03	8 315 806	3,97	342 194	-
13 ^{ème} résolution	209 027 520	99,53	982 081	0,47	37 657	-
14 ^{ème} résolution	209 896 357	99,95	111 759	0,05	39 142	-
15 ^{ème} résolution	199 751 770	95,12	10 258 233	4,88	37 255	-
16 ^{ème} résolution	201 615 343	96,00	8 401 945	4,00	29 970	-
17 ^{ème} résolution	205 336 271	97,83	4 556 202	2,17	154 785	-

Résolutions relevant de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

	Voix pour		Voix contre		Abstention	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
18 ^{ème} résolution	206 061 449	98,11	3 975 526	1,89	21 066	-
19 ^{ème} résolution	201 835 593	96,10	8 200 599	3,90	21 849	-
20 ^{ème} résolution	210 019 456	99,99	11 025	0,01	27 560	-
21 ^{ème} résolution	210 025 867	99,99	10 675	0,01	21 499	-
22 ^{ème} résolution	210 029 658	99,99	9 194	0,01	19 189	-